

p.B.15.11.Corée.1. - RS/ba

Le 7 août 1972

Confidentiel

B 14. AUG. 72

Note au Chef du Département

Relations avec la République
populaire démocratique de Corée
(projet suédois)

Nous avons invité à Berne, jeudi soir 3 août, M. Hans Blix, juriconsulte du Ministère suédois des affaires étrangères, qui séjourne en ce moment à Genève où il dirige la délégation de son pays à la "Réunion du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans, au-delà de la juridiction internationale.

Nous avons mis à profit notre rencontre pour réexaminer le projet suédois de l'établissement de relations diplomatiques par les quatre membres de la Commission de contrôle de l'armistice à Panmunjom avec la partie de la Corée qu'ils n'ont pas encore reconnue.

L'accord du 4 juillet entre les deux Corées, bien qu'il soit la marque d'un développement important dans les rapports entre le Nord et le Sud, ne devrait pas conduire, semble-t-il, à une évolution rapide de la situation; il faudra sans doute des mois, voire des années avant qu'une réunification des deux parties du pays puisse être envisagée.

Les Suédois souhaiteraient que la mise en place de notre projet se fasse rapidement, afin d'avoir quelque chose à offrir à l'opinion publique; le parti socialiste tiendra ses assises au mois d'octobre et il serait bon que le Gouvernement suédois puisse au moins citer ce qui a été entrepris.

De notre côté, il va sans dire que nous penchons pour une approche prudente et réservée, qui commencerait par des sondages auprès des Polonais et des Tchécoslovaques et serait poursuivie, si leur réaction devait être positive, par une démarche auprès des Gouvernements de Pyongyang et de Séoul.



Nous tombons d'accord pour informer les Tchécoslovaques et les Polonais, par l'intermédiaire de nos ambassadeurs à Prague et à Varsovie, qui se rendront ensemble au Ministère des affaires étrangères, mais ne laisseront pas d'aide-mémoire. Cette démarche aura lieu la première semaine de septembre, après la conférence des ambassadeurs et ne sera au fond que la présentation d'une première idée, qui ne devrait nullement nous engager. Si celle-ci devait susciter l'intérêt des Communistes, alors seulement nous pourrions l'approfondir et en parler à la Corée du Sud et à celle du Nord. Le Secrétaire général de l'ONU sera informé à titre confidentiel dès le début de nos sondages, vu la responsabilité des Nations Unies en Corée.

Division
des affaires politiques
p.o.

Miesch

(Miesch)